

Recherches sociographiques



David M. HAYNE, *Can Canada Survive? Under What Terms and Conditions? Le Canada peut-il survivre? Comment et dans quelles conditions ?* ; Raymond-M. HÉBERT et Raymond THÉBERGE, *Canada : Horizons 2000. Un pays à la recherche de soir*

Raymond-M. Hébert

Volume 39, numéro 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057217ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057217ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hébert, R.-M. (1998). Compte rendu de [David M. HAYNE, *Can Canada Survive? Under What Terms and Conditions? Le Canada peut-il survivre? Comment et dans quelles conditions ?* ; Raymond-M. HÉBERT et Raymond THÉBERGE, *Canada : Horizons 2000. Un pays à la recherche de soir*]. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 445–447. <https://doi.org/10.7202/057217ar>

David M. HAYNE, *Can Canada Survive ? Under What Terms and Conditions ? Le Canada peut-il survivre ? Comment et dans quelles conditions ?*, Transactions of the Royal Society of Canada / Mémoires de la Société royale du Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 126 p.

Raymond-M. HÉBERT et Raymond THÉBERGE, *Canada : Horizons 2000. Un pays à la recherche de soi / Re(defining) Canada*, Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, 1997, 280 p.

John E. TRENT, Robert YOUNG et Guy LACHAPPELLE, *Québec-Canada. What is the Path Ahead ? Nouveaux sentiers vers l'avenir*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, 363 p.

Les trois ouvrages qui sont l'objet de ce compte rendu sont empreints de pessimisme sur l'avenir du Canada. Sans doute reflètent-ils l'esprit du temps, plus précisément la période effervescente de réflexion qui s'est emparée du Canada anglais après la mince victoire du camp du NON au référendum sur la souveraineté tenu au Québec en 1995. Bien d'autres livres du même type auraient pu être examinés ici, tant les colloques et réunions d'intellectuels se sont multipliés après novembre 1995, mais les trois retenus constituent sans doute un bon échantillon de la réflexion collective menée en 1996 et 1997 sur le malaise canadien. Cette industrie de la réflexion n'a pas eu d'équivalent au Québec où, curieusement, l'analyse critique sur le blocage de la situation actuelle et sur l'avenir est quasi absente. Y a-t-il eu au Québec un sérieux postmortem sur le référendum de 1995 ? Combien de colloques ont réuni les Québécois de toutes tendances, anglophones comme francophones, de souche récente ou non ? Relativement peu, finalement. Il y a plus d'échanges au Canada anglais entre intellectuels canadiens-anglais et souverainistes qu'entre Québécois de langue française et Québécois de langue anglaise au Québec même, qui devront pourtant continuer à vivre ensemble, que ce dernier soit indépendant ou non.

Que retenir de ces actes de colloques canadiens ? On y trouve toutes les lectures possibles de la situation actuelle et un large éventail de tous les points de vue, des plus tranchés en faveur de la souveraineté ou en faveur du nouveau Canada aux plus nuancés et aux plus conciliants à la recherche de solutions médianes.

Au colloque de la Société royale, Charles TAYLOR a plaidé – une fois de plus – pour la reconnaissance de la spécificité québécoise au sein de la fédération canadienne, mais le philosophe de l'Université McGill semble maintenant plus pessimiste sur la possibilité de l'atteindre un jour. Pour lui, le Canada a fermé la porte et le mouvement indépendantiste s'est de son côté enfermé dans sa cour, en se murant dans une sorte d'autisme politique, pour reprendre son expression. Alan CAIRNS est plus pessimiste encore. Il avance que la réforme constitutionnelle a été un échec et que la Loi constitutionnelle de 1982 a rigidifié le processus de révision en rendant toute nouvelle réforme de la Constitution canadienne plus difficile dans l'avenir. Guy ROCHER tire les conséquences de cette impasse, bien décrite dans

plusieurs textes de l'ouvrage, en faisant appel aux intellectuels du Canada anglais pour qu'ils prennent au sérieux l'offre de partenariat d'un éventuel Québec souverain puisque le Canada tel qu'il est maintenant ne peut plus réconcilier ce qui le divise. Thomas FLANAGAN croit que le plan B – qui entend fixer les termes de la négociation avec un Québec souverain et exiger une question claire – va amener les Québécois à avoir une vision plus réaliste des difficultés soulevées par l'option indépendantiste et il pose aussi que la raison va l'emporter devant les velléités de partition. Cooper LANGFORD croit plutôt possible de construire une même vision partagée du Canada. Lise BISSONNETTE s'inquiète de la montée du nationalisme ethnique au Québec, mais aussi d'un nationalisme identitaire au Canada, donnant lieu à un affrontement des identités viscéral plutôt que politique et Guy LAFOREST déplore la rhétorique belliqueuse qui empoisonne l'espace public, soulignant à quel point le Québec lui-même était divisé sur son avenir.

L'ouvrage *Canada. Horizons 2000* est le plus éclaté des trois ici discutés. On y trouve des contributions sur la morphologie du Canada, mais aussi sur la globalisation, l'État-providence, les Amérindiens et, évidemment la constitution. LEBOURDAIS et MARCIL-GRATTON proposent une longue et intéressante synthèse sur l'évolution de la famille au Canada et au Québec, qui en révèle la diversité, certes, mais aussi que la famille biparentale intacte reste encore le type dominant, à côté d'une variété d'autres types. Cette analyse reste cependant globale. Le portrait d'ensemble des familles est maintenant bien balisé ; ne faudrait-il pas privilégier l'analyse longitudinale et par cohortes ? Une telle étude pourrait montrer des résultats différents, comme l'indique l'incidence du divorce qui s'accroît des cohortes les plus âgées aux plus jeunes. L'immigration, on le sait, a largement contribué à changer la face du Canada et son identité. SIMMONS dégage bien comment l'énorme croissance de l'immigration a eu des effets qui nous paraissent importants pour aider à comprendre le blocage constitutionnel actuel. Le déséquilibre démographique entre les régions du Canada se modifie. L'Ouest du pays accroît son poids et le Québec perd du terrain relativement aux autres provinces, de même que plusieurs autres petites provinces. L'immigration contribue à angliciser massivement le Canada en dehors du Québec, puisque les nouveaux arrivants s'intègrent presque en totalité à la majorité anglophone. Comme le Québec cherche de son côté à intégrer les immigrants à la majorité francophone, il en résulte une importante polarisation entre le Canada anglais et le Québec. L'auteur note une considérable polarisation entre les grandes villes canadiennes, au visage multiculturel, et les régions faiblement urbanisées du pays. Comment le fédéralisme canadien s'adaptera-t-il à cette nouvelle réalité ? Monique JÉRÔME-FORGET trace un bon portrait de la situation actuelle et de l'impasse canadienne, les positions des partis en présence étant bien explicitées par Nicole DUPLÉ et le sénateur BEAUDOIN. Mais c'est peut-être l'article de David J. BERCUSON, l'un des premiers promoteurs de l'idée de partition d'un Québec indépendant, qu'il faut lire pour comprendre le pessimisme de Charles TAYLOR évoqué plus haut et pour avoir une idée du discours sur le Québec tenu par les éléments les plus radicaux de l'Ouest...

Trois mois après le Référendum de 1995, l'Association canadienne de science politique et la Société québécoise de science politique ont tenu un colloque conjoint sur les relations Québec-Canada. L'ouvrage qui en est résulté est le plus intéressant

des trois, le mieux préparé, le mieux édité, avec une introduction et des conclusions, des dizaines d'articles fouillés et de nombreux commentaires. Ce livre, publié sous la direction de trois politologues chevronnés, va rester un document à consulter sur la période (avec l'ouvrage de Guy LAFOREST et Roger GIBBINS, *Sortir de l'impasse*, que l'IRPP vient de publier au moment où ce numéro de *Recherches sociographiques* est mis sous presse).

L'ouvrage propose d'intéressantes analyses des résultats du référendum. Vincent LEMIEUX l'explique en analysant l'espace partisan et l'espace identitaire, dans lequel les fédéralistes ont occupé une place marginale. Sylvia BASKEVKIN analyse neuf mythes sur le Canada, dont l'un est l'existence d'un consensus sur l'avenir au sein du Canada anglais, ce qui est loin d'être évident selon elle. Guy LACHAPPELLE insiste de son côté sur le rôle qu'a joué la crédibilité du projet de souveraineté partenariat, qui lui paraît avoir été déterminant.

Les collègues de TRENT, YOUNG et LACHAPPELLE ont analysé le problème canadien, mais ils ont aussi proposé des solutions. L'idée directrice qui ressort de l'ouvrage me semble être la suivante : au fil des années, le Canada s'est peu à peu éloigné d'un véritable fédéralisme et la solution à la crise actuelle réside dans un retour aux principes de base du fédéralisme axés sur la reconnaissance des différences, dans la perspective de Charles TAYLOR. Le fédéralisme est un régime normatif qui repose sur des fondements culturels particuliers, souligne John TRENT. Quelles ont été les propositions avancées par les spécialistes de la chose politique ? D. HAWKER propose de reconfédérer le Canada en accordant une reconnaissance officielle au Québec et aux nations autochtones. Les participants québécois au colloque à l'Université d'Ottawa ont relancé un ensemble de dispositions qui ressemblent à celles de l'Accord du lac Meech, mais les intellectuels de l'Ouest s'y sont carrément opposés. La décentralisation pourrait se concrétiser en appliquant le principe de la subsidiarité, défendu par André BURELLE. Conduirait-elle à la fragmentation du pays et à la diminution de la légitimité du gouvernement d'Ottawa ? Non, répond-on, à condition de laisser à Ottawa le soin de garantir l'application de normes canadiennes, ce à quoi s'opposerait sans doute le gouvernement du Québec, comme le montrent les discussions entourant le projet d'union sociale et économique, d'où la menace d'une impasse. Enfin, plusieurs auteurs ont souhaité – quelques mois après le référendum, rappelons-le – qu'Ottawa prenne le leadership de changements structurels profonds, ce dont doutaient cependant les intervenants au colloque, tout en le regrettant.

Alan CAIRNS, spécialiste du fédéralisme canadien, a sans doute résumé, mieux que tout autre auteur, l'impression qui se dégage de la lecture attentive des trois ouvrages examinés. Pour lui, il serait plus facile au ROC (Rest of Canada) d'établir une position commune advenant le cas où le Québec se déclarerait indépendant que de réinventer sa propre constitution pour mettre fin à l'impasse actuelle. Le temps qui file ne lui donne-t-il pas raison ? Seul l'avenir le dira.

Simon LANGLOIS

Département de sociologie,
Université Laval.